

Allemagne/Diplomatie

Tollé contre l'ambassadeur américain, accusé d'ingérence

AFP
Berlin/Allemagne

Ses détracteurs reprochent par exemple à Richard Grenell de se comporter en "vice-chancelier", en organisant des rencontres avec des dirigeants étrangers de premier plan de passage dans la capitale Berlin.

LES partis de gauche en Allemagne ont demandé hier le renvoi du nouvel ambassadeur américain à Berlin, un fidèle de Donald Trump accusé d'interférer dans les affaires intérieures et d'aggraver des relations bilatérales déjà très tendues. Richard Grenell est dans le collimateur à la fois pour avoir déclaré dimanche au site d'extrême droite Breitbart vouloir "soutenir" la droite dure en Europe et pour se comporter en "vice-chancelier" allemand – selon ses détracteurs – en organisant des rencontres avec des dirigeants étrangers de premier plan de passage dans la capitale allemande.

Le responsable social-démocrate Martin Schulz, ancien président du Parlement européen, a demandé hier son renvoi à Washington. "Ce que fait cet homme est unique dans la diplomatie internationale", a-t-il dit à l'agence dpa. "Si l'ambassadeur allemand à Washington disait qu'il était en poste pour renforcer le parti démocrate, il serait immédiatement renvoyé", a-t-il ajouté,



Photo : AFP

Le nouvel ambassadeur américain à Berlin, Richard Grenell, pourrait bien perdre son sourire devant la levée de boucliers provoquée en Allemagne par ses initiatives jugées peu... diplomatiques.

après avoir accusé sur Twitter M. Grenell d'agir comme "un officier colonial d'extrême droite". L'une des figures de proue de la gauche radicale allemande, Sahra Wagenknecht, a également exigé le départ "immédiat" de l'ambassadeur, arrivé en poste il y a seulement un mois. **"DES CHOSES A NOUS DIRE"** • Le mécontentement commence aussi à monter du côté du gouvernement d'Angela Merkel. "Grenell veut renforcer les courants qui en Europe cherchent à stopper voire inverser le processus d'unité européen", a jugé hier un responsable du parti conservateur de la chancelière pour la politique étrangère, Jürgen Hardt. Les critiques s'élèvent aussi dans le camp démocrate aux Etats-Unis.

Dans un communiqué, la sénatrice Jeanne Shaheen a rappelé que les ambassadeurs "ne doivent pas se mêler de la politique locale ou régionale en soutenant des partis politiques, des candidats ou des causes. Si l'ambassadeur Grenell ne veut pas s'abstenir de déclarations politiques, il devrait être rappelé immédiatement". Du coup, un entretien inaugural prévu ce mercredi de longue date pour l'ambassadeur américain au ministère allemand des Affaires étrangères, avec un secrétaire d'Etat, prend désormais des allures de convocation. "Nous aurons certainement des choses à nous dire", a prévenu hier le chef de la diplomatie allemande, Heiko Maas. Berlin a déjà demandé

lundi, suite à l'interview à Breitbart, "une clarification" à M. Grenell, accusé de se départir des règles de non-ingérence et de neutralité des représentants diplomatiques. Le diplomate y dit vouloir soutenir les "conservateurs partout en Europe", estimant que l'élection de Donald Trump avait insufflé partout un souffle nouveau. L'ambassadeur haut en couleurs a suscité aussi des remous pour son activisme à Berlin : il a ainsi organisé lundi une entrevue avec Benjamin Netanyahu, en visite en Allemagne, qui sortait tout juste d'une rencontre avec Angela Merkel. La chancelière allemande venait de réaffirmer sa volonté de maintenir en vie l'accord sur le nucléaire iranien, que rejette catégo-

riquement le Premier ministre israélien, soutenu par les Etats-Unis. **RELATIONS TENDUES** • De même, l'ambassadeur américain a pris l'initiative d'inviter à déjeuner le 13 juin le chancelier autrichien Sebastian Kurz, qu'il a qualifié de "rockstar" et dit admirer. M. Kurz, à la tête d'une coalition avec l'extrême droite, a souvent critiqué dans le passé la politique migratoire généreuse de Mme Merkel. Longtemps freinée par le Sénat américain, la nomination de cet ancien porte-parole de la mission américaine à l'Onu sous l'administration Bush est intervenue seulement fin avril. L'opposition démocrate lui reprochait notamment des tweets sexistes. Ces accrocs n'aident pas à améliorer les relations bilatérales déjà très tendues entre l'Allemagne et les Etats-Unis. Le président américain critique régulièrement Berlin pour ses excédents commerciaux très importants et ses dépenses militaires trop faibles. Après l'acier et l'aluminium, l'Allemagne redoute prochainement l'imposition de taxes sur ses exportations de voiture vers les Etats-Unis, secteur-clé de son économie. Dans un éditorial lundi, le Financial Times voit dans Richard Grenell l'incarnation "de ce qu'est un diplomate Trumpien" et appelle l'Allemagne à tenir bon face "au comportement non diplomatique" de l'ambassadeur.

L'Afrique en bref

• **Mozambique / Violences. Sept civils tués dans l'extrême nord**
Sept civils ont été tués et plus de cent maisons brûlées dans la nuit de lundi à hier dans un village de l'extrême nord du Mozambique, lors d'une nouvelle attaque attribuée à un groupe islamiste actif dans la région, a annoncé la police.

• **Niger/Violences. Neuf morts dans une attaque de Boko Haram**
Après plusieurs mois d'accalmie, trois kamikazes, présumés islamistes de Boko Haram selon des sources de sécurité, ont frappé lundi soir à nouveau à Diffa, la capitale régionale du sud-est nigérien, faisant au moins 9 morts, a annoncé hier un élu local.

• **Zimbabwe / Opposition. Des milliers de manifestants pour des élections "libres et justes"**
Des milliers de partisans de l'opposition zimbabwéenne ont dénoncé hier à Harare les "intimidations" du régime et réclamé un "audit" indépendant des listes électorales avant le scrutin du 30 juillet, le premier depuis la chute du président Robert Mugabe.

A travers le monde

• **Belgique/Attaque. Ultime hommage aux deux policières assassinées**



La Belgique a rendu hier un ultime hommage empreint d'émotion et de gravité aux deux policières assassinées il y a une semaine dans l'attaque jihadiste de Liège (est), revendiquée par l'organisation Etat islamique (EI).

• **Iran/Nucléaire. Téhéran va augmenter sa capacité à enrichir l'uranium**
L'Iran a notifié lundi à l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) la mise en route d'un plan pour augmenter sa capacité à enrichir l'uranium en accroissant le nombre de ses centrifugeuses, a déclaré le vice-président iranien Ali Akbar Salehi.

• **Qatar/Diplomatie. Doha se dit renforcé par la crise du Golfe**
Le chef de la diplomatie du Qatar, Cheikh Mohammed ben Abderrahmane Al-Thani, a affirmé hier que la crise qui oppose depuis tout juste un an son pays à l'Arabie saoudite et ses alliés n'a fait que renforcer l'émirat aussi bien à l'intérieur que sur la scène internationale.

Sénégal/Justice

Le procès en appel du maire de Dakar reporté à juillet

AFP
Dakar/Sénégal

Khalifa Sall est, avec sept de ses collaborateurs, accusé d'un détournement présumé de 1,65 milliard de francs CFA de l'argent prélevé entre 2011 et 2015 des caisses de la Ville de Dakar.

LE procès en appel de l'opposant sénégalais et maire de Dakar Khalifa Sall, condamné en mars à cinq ans de prison pour détournements de fonds publics, a été reporté au 9 juillet à l'issue d'une brève audience hier, à huit mois de l'élection présidentielle. Détenu depuis mars 2017, le maire de la capitale s'est présenté hier vêtu d'un boubou blanc et souriant dans une salle d'audience comble, où il a été acclamé

par ses partisans. Tant que tous ses recours – devant la Cour d'appel et éventuellement la Cour suprême – ne sont pas épuisés, le maire de Dakar, 62 ans, reste éligible et peut espérer défier dans les urnes le président sortant Macky Sall lors de la présidentielle de février 2019, selon des juristes. Hier, ses avocats ont demandé un report de son second procès jusqu'en novembre, mais la Cour d'appel ne leur a accordé qu'un délai d'un mois, jusqu'au 9 juillet. Avec sept de ses collaborateurs, Khalifa Sall est accusé d'un détournement présumé de 1,65 milliard de francs CFA de l'argent prélevé entre 2011 et 2015 des caisses de la Ville de Dakar. Khalifa Sall a fait appel de sa condamnation le 30 mars à cinq ans de prison



Photo : AFP/L'Union

Le feuilleton judiciaire autour du maire de Dakar Khalifa Sall est loin d'être terminé. Un nouvel épisode s'écrira en juillet avec le procès en appel qui a été reporté hier.

et une amende de 5 millions de francs CFA pour "escroquerie portant sur des fonds publics" et "faux en écriture". Le directeur administratif et financier de la ville, Mbaye Touré, et un autre responsable du budget, Yaya Bodian, avaient égale-

ment été condamnés à cinq ans de prison, deux autres agents municipaux à un an et une secrétaire de M. Sall à six mois, tandis que deux percepteurs étaient acquittés. Après un appel général du parquet, les huit prévenus étaient présents hier au tri-

bunal, où trois ont comparu libres. Se défendant de tout enrichissement personnel, les prévenus avaient assuré que les fonds litigieux étaient "politiques" et donc à l'usage discrétionnaire des élus, une notion rejetée par le tribunal en première instance. Maire de Dakar depuis 2009, Khalifa Sall affirme que les poursuites judiciaires à son encontre visent, avec l'aval de Macky Sall, à l'empêcher de se présenter en 2019, ce que démentent les responsables de la majorité. Il vient d'être désigné candidat à la présidentielle par une branche dissidente du Parti socialiste, la formation membre de la coalition au pouvoir dont il a été exclu fin 2017 pour "indiscipline".